

**Avenant n° 6 du 14 septembre 2023**

à l'avenant n° 11 du 16 avril 2008  
relatif au régime frais de santé

NOR : ASET2351081M

IDCC : 2596

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CNEC ;**

**UNEC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UNSA ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L'ordonnance n° 2021-797 du 23 juin 2021 relative au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage, prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les Urssaf pourront, en fonction du choix de la branche et dans le respect d'un cahier des charges, collecter les contributions conventionnelles de dialogue social.

Dans l'attente de la mise en place de ce dispositif et en application de l'article 8 de cette même ordonnance, les opérateurs de compétences pouvaient, jusqu'au 31 décembre 2023 « recouvrer les contributions ayant pour objet de financer les organisations syndicales de salariés ou des organisations professionnelles d'employeurs, versées en application d'une convention, d'un accord de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel ».

Constatant que les dispositions légales ne permettaient pas encore à l'Urssaf d'exercer effectivement cette compétence, les partenaires sociaux ont convenu, par la signature de l'avenant n° 5 du 16 mars 2022 à l'avenant n° 11 du 16 avril 2008 relatif au régime frais de santé, de la délégation à titre temporaire et dérogatoire du recouvrement de la cotisation conventionnelle de dialogue social de 0,08 % de la masse salariale à l'opérateur de compétence des entreprises de proximité (OPCO EP).

Une convention entre l'AGCPC et l'OPCO EP a par ailleurs été signée le 22 décembre 2022 afin de définir, notamment, les obligations des parties, et de garantir le principe de la spécialité de l'affectation des fonds.

La collecte de la cotisation par l'OPCO EP devait prendre nécessairement fin au 31 décembre 2023.

Par courrier du 22 mars 2023, le ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion, Monsieur Olivier Dussopt, a fait suite aux interventions des organisations patronales demandant le report au-delà du 31 décembre 2023 de la possibilité pour les opérateurs de compétences de procéder au recouvrement des contributions ayant pour objet de financer des organisations syndicales de salariés ou des organisations professionnelles d'employeurs et a indiqué que ces derniers poursuivront ce recouvrement jusqu'au 31 décembre 2024.

Par conséquent, conformément à la possibilité offerte par le ministre du travail, les parties ont fait part de leur volonté de prolonger la délégation de recouvrement à l'OPCO EP prévue par l'avenant n° 5 du 16 mars 2022 à l'avenant n° 11 du 16 avril 2008 jusqu'au 31 décembre 2024.

## **Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de l'avenant n° 11 du 16 avril 2008 relatif au régime frais de santé, conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes du 10 juillet 2006.

## **Article 2 | Modification de l'article 6 de l'avenant n° 11 du 16 avril 2008**

### **Article 2.1 | Modification de l'introduction de l'article 6**

Le quatrième alinéa de l'introduction de l'article 6 est modifié et remplacé par la clause suivante :

« Dès lors que les Urssaf auront effectivement en charge le recouvrement de cette cotisation, soit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, elle sera due annuellement par chaque entreprise relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure et des professions connexes, sur les rémunérations versées durant l'année.

Le changement d'opérateur du recouvrement ne peut pas aboutir à ce qu'une entreprise acquitte deux fois la cotisation durant une même année. »

### **Article 2.2 | Autres stipulations de l'article 6**

Les autres stipulations de l'article 6 ne sont pas modifiées.

## **Article 3 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Les partenaires sociaux considèrent que le régime conventionnel de frais de santé de la branche de la coiffure et des professions connexes doit s'appliquer dans les mêmes conditions quelle que soit la taille de l'entreprise.

## **Article 4 | Dispositions générales**

### **Article 4.1 | Durée et entrée en vigueur**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il s'incorpore à l'avenant du 16 avril 2008, tel qu'il résulte de ses différents avenants, qu'il modifie.

La délégation à l'OPCO EP du recouvrement de la cotisation prévue à l'article 6 de l'avenant n° 11 du 16 avril 2008 tel que modifié par le présent avenant est établie à titre temporaire et dérogatoire jusqu'au 31 décembre 2024. Les partenaires sociaux s'engagent à se réunir, au plus tard le 30 septembre 2024 afin d'évaluer les modalités d'application du présent avenant et, en fonction des dispositions légales et réglementaires en vigueur, d'étudier la possibilité d'un éventuel recouvrement de la cotisation par les Urssaf et le cas échéant afin de notamment permettre la négociation avec les Urssaf de la convention cadre mentionnée à l'article L. 2135-10 du code du travail.

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

#### **Article 4.2 | Dépôt et extension**

Il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé par la partie la plus diligente auprès du service compétent, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail, précisées par les articles D. 2231-2 et suivants. Il fera l'objet d'une publication sur la base de données nationale prévue à l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

Les partenaires sociaux conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

*Fait à Paris, le 14 septembre 2023.*

(Suivent les signatures.)